

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 37/020/2008 – ÉFAI

28 mai 2008

AU 141/08

Craintes d'enlèvement

SRI LANKA

Sebastian Goodfellow (h), 32 ans, membre de la minorité tamoule

Sebastian Goodfellow, chauffeur pour une organisation humanitaire, a disparu depuis le 15 mai. Amnesty International craint qu'il n'ait été enlevé, probablement par un groupe armé agissant avec le soutien tacite des forces de sécurité.

Cet homme travaille pour le Conseil norvégien pour les réfugiés, une organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire qui aide et protège les réfugiés et les personnes déplacées. D'après cette ONG, il a quitté ses locaux, situés dans la capitale, Colombo, le 15 mai peu après 19 h 30. Il a appelé son épouse de son téléphone portable vers 20 h 30, sans lui indiquer où il se trouvait. Depuis, personne n'est parvenu à entrer en contact avec lui. Lorsque son épouse a tenté de le joindre sur son téléphone portable, des personnes parlant le tamoul ont répondu en disant qu'il était « *parti à l'étranger* » ou « *parti en Allemagne* ». Ses collègues du Conseil norvégien pour les réfugiés affirment que Sebastian Goodfellow est normalement quelqu'un de très fiable et que cela ne lui ressemble pas du tout de ne pas être joignable. Les forces de sécurité maintiennent de multiples postes de contrôle à Colombo.

Le Conseil norvégien pour les réfugiés a signalé l'enlèvement présumé de Sebastian Goodfellow au poste de police de Cinnamon Gardens, un quartier de la capitale, et sa famille l'a signalé à la police de la ville de Batticaloa (est de Sri Lanka), où il travaille habituellement. La police n'a pas encore obtenu les données nécessaires auprès de son opérateur téléphonique afin de tenter de localiser son téléphone portable.

Le Conseil norvégien pour les réfugiés et la famille de Sebastian Goodfellow ne trouvent pas de raison plausible pouvant expliquer son enlèvement. Le fait qu'il travaille pour une ONG pourrait l'avoir exposé à ce risque, car ces organisations attirent l'attention sur les conséquences du conflit opposant le gouvernement et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) pour la population civile.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les travailleurs humanitaires sont régulièrement pris pour cibles dans le contexte du conflit qui oppose depuis plus de vingt ans le gouvernement sri-lankais et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE). Depuis le début de l'année 2006, au moins 37 d'entre eux ont été victimes d'un homicide illégal. Le fait de prendre délibérément des travailleurs humanitaires pour cibles constitue une grave violation des principes fondamentaux du droit international humanitaire et relatif aux droits humains. Au cours d'une visite effectuée en août 2007, le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence des Nations unies, John Holmes, a décrit Sri Lanka comme « *l'un des pays les plus dangereux au monde pour les travailleurs humanitaires* ». Malgré les nombreuses attaques visant ces personnes, les autorités n'ont mené aucune enquête indépendante et concluante sur les homicides qui ont eu lieu depuis 2007, à la suite d'une intensification des affrontements entre les forces gouvernementales et les LTTE en 2006.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par le fait que Sebastian Goodfellow, employé d'une ONG humanitaire, n'a été ni vu ni entendu depuis le 15 mai ;

- exhortez les autorités à ordonner sans délai l'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale sur l'enlèvement présumé de Sebastian Goodfellow, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés ;
- s'il s'avère que cet homme est détenu par les forces de sécurité, priez les autorités de le libérer immédiatement et sans condition, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- engagez-les à veiller à ce qu'il ne soit ni torturé ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'il soit autorisé sans restriction à entrer en contact avec ses proches et avec un avocat de son choix, ainsi qu'à recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

APPELS À : (N.B. : les numéros de fax ne sont pas toujours fiables. Merci de vous montrer persévérant.)

Président de la République :

President Mahinda Rajapaksa
Presidential Secretariat, Colombo 1, Sri Lanka

Fax : **+94 11 2446657**
 +94 11 2472100

Formule d'appel : ***Dear President Rajapaksa, / Monsieur le Président,***

Inspecteur général de la police :

Victor Perera
Inspector General of Police
Sri Lanka Police, Headquarters
101/1 Kew Road, Colombo 2
Sri Lanka

Courriers électroniques : igp@police.lk
 ou police@police.lk

Formule d'appel : ***Dear Inspector General, / Monsieur,***

Ministre de la Gestion des catastrophes et des Droits humains :

Mahinda Samarasinghe
Minister of Disaster Management and Human Rights,
2, Wijerama Mawatha
Colombo 7, Sri Lanka

Fax : **+9411 269 3284**
 +94 11 268 1980
 +94 11 268-1985

Courriers électroniques : info@dmhr.gov.lk

Formule d'appel : ***Dear Minister, / Monsieur le Ministre,***

COPIES À :

Ministre de la Défense :

Gotabaya Rajapaksa
Secretary, Ministry of Defence
15/5 Baladaksha Mawatha, Colombo 3, Sri Lanka

Fax : **+94 11 2446 300**
 +94 11 2541 529

Formule d'appel : ***Dear Secretary of Defence, / Monsieur le Ministre,***

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de Sri Lanka dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 9 JUILLET 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.